



**T-MAG**

## « LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Novembre 2025



**T-Mag** est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

# I. ACTU APL-RDC

## 1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est claire : promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

## 1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

## 1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

## II. ÉDITO

Il y a des tambours qui résonnent comme un appel. D'autres qui avertissent, d'autres encore qui rassemblent. T-Mag s'inscrit dans cette tradition : un espace où les battements des communautés deviennent des messages, où chaque témoignage, chaque plainte, chaque remerciement est un coup de tambour qui mérite d'être entendu.

Ce numéro de novembre s'ouvre sur un constat émouvant : les populations ne se taisent pas. Elles parlent, elles alertent, elles suggèrent, elles demandent de l'aide. Et à travers les données recueillies, la vérité est que, quand les gens prennent la parole, c'est qu'ils espèrent encore. Ils espèrent qu'un regard les atteigne, qu'une décision se prenne, qu'une action suive.

Les préoccupations, majoritaires dans les retours, rappellent les défis quotidiens : sécurité fragile, services insuffisants, conditions de vie précaires. Mais au-delà de ces inquiétudes, on entend aussi des voix constructives, qui proposent, suggèrent, rêvent d'un mieux. Et parfois, des voix reconnaissantes, rares mais précieuses, qui saluent les efforts accomplis.

C'est cette mosaïque d'émotions et d'attentes qui fait la force de ce magazine. Chaque retour analysé, chaque statistique produite est un visage, une réalité, un vécu. En donnant forme à ces données, nous ne faisons pas que raconter une histoire : nous amplifions un chœur de voix trop souvent étouffées. Et ce numéro entend jouer pleinement son rôle, celui de faire circuler l'information, éveiller les consciences, rappeler que derrière chaque crise, il y a des humains qui parlent, qui appellent, qui espèrent.

Au fil des pages, nous vous invitons à écouter ces battements. À ressentir l'urgence, mais aussi la résilience. Car un tambour ne sonne jamais pour rien.

*Bonne lecture,  
Et que le rythme des communautés guide nos actions.*

# III. Mode d'emploi : Participez via Loop

## - Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.

A screenshot of a Google search on a mobile device. The search bar contains 'talk to loop'. Below the search bar, the results are displayed. The first result is 'Talk to Loop' with the URL 'https://talktoloop.org'. It is highlighted with a red box. Below it is another result for 'Talk to Loop' with the URL 'https://talktoloop.org' and a sub-link 'About Us'. At the bottom, there is a link to 'Talk to Loop' from 'www.liberty.org / The New York Magazine / Octobre 2025'. The browser's address bar shows 'google.com'.

15:56

LTE

talktoloop.org

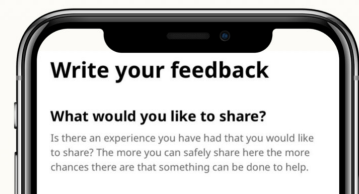
talktoloop



— un organisme indépendant, multidirectionnel, accessible et à long terme —

## Plateforme de feedback et de reporting

Nous gérons la collecte de données, vous les transformez en actions impactantes.



Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».

talktoloop



- 01 Maison
- 02 Caractéristiques
- 03 À propos de nous
- 04 Ressources
- 05 Blog

UTILISER MAINTENANT

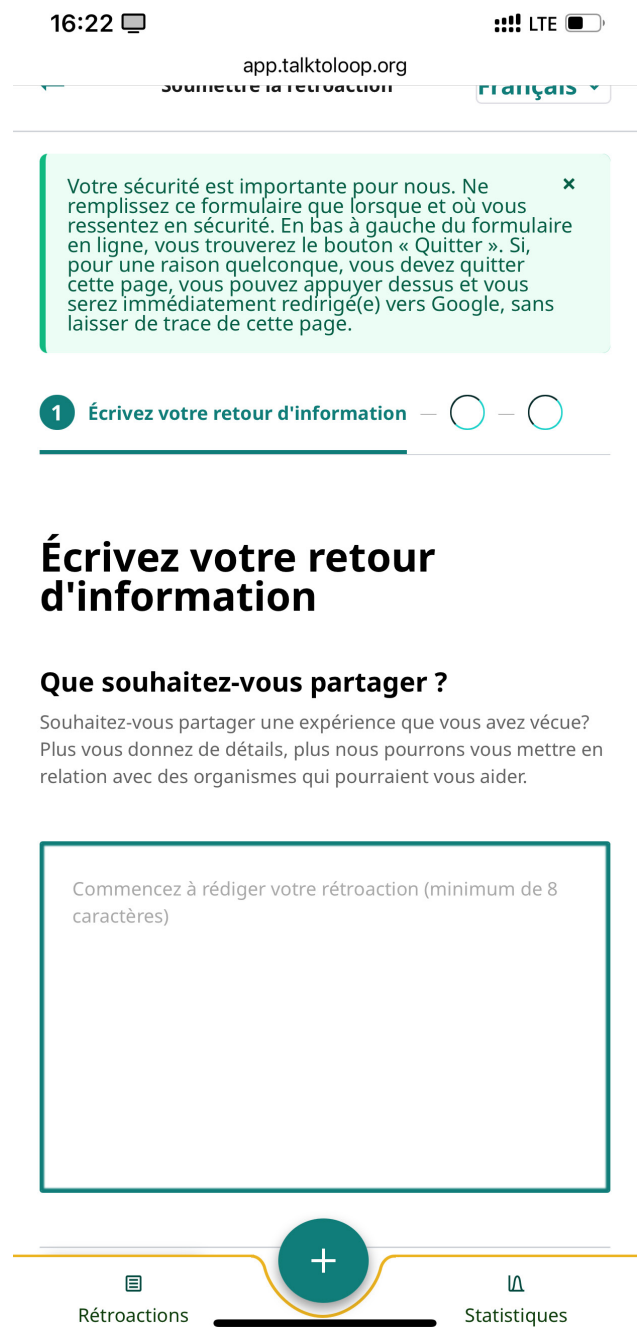
Plaintes

05



Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

# 1. Types de retours

Concern	71
Suggestion_opinion	23
Request for assistance	16
Concern / Request for assistance	12
Thanks	7
Préoccupation / Suggestion_Opinion	4
Suggestion_Opinion / Concern	3
Suggestion_opinion / Thanks	2
Suggestion_opinion / Request for assistance	2
Thanks / Suggestion_opinion	1
Concern / Request for informaton	1
Thanks / Concern	1

Au mois de novembre, la grande majorité des retours reçus à travers la plateforme proviennent de personnes qui expriment leurs inquiétudes. Sur les 144 retours collectés, 71 sont des préoccupations, ce qui montre combien les communautés vivent dans un climat de difficultés et d'incertitudes. La plupart parlent d'insécurité, de routes coupées, d'inondations, d'accès difficile aux soins ou encore de problèmes d'administration. Ces messages ressemblent souvent à des appels au secours, envoyés pour dire que la situation devient insoutenable.

Collecté lors de notre monitoring à Aru, province d'Ituri, APL-RDC rapporte le témoignage de Prosper XX, 49 ans : « Depuis l'arrivée de ces milliers de réfugiés sud-soudanais, notre territoire est sous pression. Les ressources locales sont limitées et les familles se retrouvent à partager ce qu'elles ont avec les nouveaux arrivants, on ne sait pas jusqu'à quand ? Nous craignons des tensions sociales si rien n'est fait rapidement. Nous saluons l'effort de la CNR et du HCR, mais il est urgent que le gouvernement central intervienne pour apporter de la nourriture, abris et services de base afin de protéger à la fois les réfugiés et nos communautés. »

Collecté à Beni, APL-RDC relaye le témoignage de Yvette XX : « Ma fille est souvent moquée. Cela me brise le cœur de la voir triste et exclue pour quelque chose qu'elle ne peut pas changer. Nous avons besoin que tout le monde comprenne que les handicapés ont les mêmes droits et le même potentiel que les autres enfants. Les engagements pris par les autorités sont importants, mais nous attendons surtout que ces promesses se traduisent par des actions concrètes dans nos communautés. »

Juste après viennent les suggestions et opinions (23 retours). Ici, les gens ne se contentent pas de signaler un problème : ils disent aussi comment les choses pourraient être améliorées. Ils proposent, donnent leur avis, ou partagent ce qu'ils pensent être de meilleures solutions. Cela montre que les communautés restent actives, impliquées et prêtes à participer à la recherche de changements.

Collecté lors de notre surveillance à Walikale-centre, APL-RDC rapporte le message de XX ghislain, 59 ans : « Depuis presque une année, nous vivons comme coupés du reste de la province. Les routes étaient devenues impraticables, et même pour évacuer un malade ou transporter un sac de manioc, c'était une souffrance. Quand les travaux ont commencé, j'ai ressenti un souffle d'espoir. Nous savons que tout ne changera pas du jour au lendemain, mais le simple fait de voir que Walikale n'est plus oublié redonne du courage. Si ces routes sont réellement réhabilitées, notre commerce, nos champs et même notre vie quotidienne vont enfin respirer. »

On retrouve aussi 16 demandes d'assistance, qui sont des appels directs à l'aide. Beaucoup concernent l'abri, la nourriture, les soins, l'accès à l'éducation ou la protection. Ce sont des besoins immédiats, exprimés avec une grande clarté, souvent par des personnes vulnérables qui n'ont nulle part ailleurs où se tourner.

Collecté lors de notre surveillance dans la province du Maniema, à Kindu, APL-RDC rapporte le message d'Emmanuel XXX, 29 ans : « Depuis plusieurs jours, les services des sociétés de télécommunications comme Orange, Vodacom et Airtel connaissent des perturbations importantes. Les appels et la connexion internet sont très instables, ce qui empêche l'utilisation correcte des forfaits achetés. Cette situation affecte gravement la vie socio-économique locale et les autorités provinciales restent silencieuses face à ce problème récurrent. Nous appelons à une intervention urgente pour rétablir les services de manière durable. »

Une partie des retours est plus complexe : 21 messages combinent plusieurs éléments, par exemple une préoccupation accompagnée d'une demande d'aide, ou encore une inquiétude suivie d'une suggestion. Cela montre que les situations vécues sont rarement simples. Quand quelqu'un explique qu'il a perdu sa maison à cause des fortes pluies, il peut en même temps demander un soutien urgent et proposer une idée pour éviter que cela n'arrive aux autres. Ces retours traduisent l'épaisseur de ce que vivent les populations : plusieurs problèmes entremêlés, plusieurs attentes dans un même message.

Enfin, même si cela reste minoritaire, 7 messages expriment de la gratitude, et quelques autres mélangent remerciements et suggestions. Ce sont souvent des habitants qui saluent une intervention réussie, une route améliorée, une distribution d'aide ou une prise en charge médicale. Dans un contexte aussi difficile, ces remerciements rappellent que certaines actions produisent des effets concrets et visibles.

Collecté lors de notre monitoring à Bandundu-ville, APL-RDC rapporte le message de Thérèse XX, 31 ans : « Depuis des années, nous vivons avec la peur de ces maladies comme la polio et la rougeole. Quand j'ai vu les équipes passer dans notre quartier ce matin, j'ai aimé. Mes deux plus jeunes ont déjà reçu le vaccin. Pour nous parents, c'est une bénédiction de protéger mes enfants.»

Dans l'ensemble, les données montrent une population qui parle avec honnêteté, qui alerte quand la situation devient dangereuse, qui demande de l'aide quand elle manque de ressources, mais qui propose aussi des solutions et reconnaît les efforts réalisés. T-Mag prend ici le rôle du tambour : transmettre ce que les communautés disent, pour que ces messages résonnent plus loin.



## 2. Thématiques

Gouvernance	29
Gouvernance   Moyens de subsistance	9
Energie/Environnement	7
Education	7
Santé	7
Moyens de subsistance	7
Santé   Efficacité de l'aide	6
Education   Energie/Environnement	4
Abri   Energie/Environnement	4
Gouvernance   Protection	4
Abri   Transversal	3
Education   Gouvernance	3
Protection	3
Education   Transversal	3
Energie/Environnement   Abri	3
Efficacité de l'aide   Gouvernance	2
EAU/Hygiène   Efficacité de l'aide	2
Gouvernance   Energie/Environnement	2
Transversal	2
EAU/Hygiène   Energie/Environnement	2

Les retours reçus au cours du mois de Novembre mettent en évidence une préoccupation centrale : la gouvernance. Avec 29 signalements, ce thème occupe une place dominante. Les communautés y associent des problèmes de gestion locale, de transparence, d'accès équitable aux services ou encore de fonctionnement des autorités. Ce volume montre à quel point les questions de gouvernance sont au cœur du vécu quotidien.

Collecté lors de notre monitoring dans la province du Tanganyika, ville de Kalemie, quartier Lubadji, APL-RDC rapporte le message de Dieumeri xxxx, 52 ans : « Chaque nuit, on entend des coups de feu dans notre quartier. On sort le matin avec la peur de trouver encore quelqu'un qui a été tué. Je sens que la situation devient incontrôlable et personne ne nous rassure. J'ai peur en tout cas. Nous voulons que les autorités agissent vite, parce que vivre ainsi dans la terreur permanente, ce n'est plus possible. »

Collecté lors de notre monitoring dans le territoire de Djugu, province de l'Ituri, APL-RDC rapporte le message de Christopher xxx, 38 ans : « Avant l'arrivée des Casques bleus, nous avions peur de nous rendre dans nos champs, car les miliciens attaquaient et pillaient nos récoltes. Aujourd'hui, nous pouvons travailler en toute sécurité. Nous remercions la MONUSCO pour sa présence qui nous permet de nourrir nos familles et de protéger nos récoltes. »

Derrière ce premier bloc, plusieurs thématiques apparaissent à parts relativement égales. L'énergie et l'environnement, l'éducation, la santé et les moyens de subsistance comptent chacun 7 retours. Cette répartition homogène traduit un ensemble de besoins essentiels encore fragiles : l'accès à l'électricité, la gestion des déchets, les difficultés scolaires, la qualité des soins ou encore la capacité des familles à générer un revenu stable. On note également un ensemble de retours qui touchent à plusieurs domaines à la fois. Par exemple, la gouvernance et les moyens de subsistance (9 cas), ou la santé associée à l'efficacité de l'aide (6 cas). Ces combinaisons révèlent des réalités plus complexes : lorsque les services publics fonctionnent mal, les conditions économiques se détériorent ; lorsque l'aide est perçue comme inefficace, cela affecte directement la santé ou l'accès aux services essentiels.

Collecté lors de notre monitoring à Kinshasa, commune de la N'sele, APL-RDC rapporte le message de Irène xxx, 37 ans. : j'ai une vive inquiétude face à la recrudescence des actes criminels dans plusieurs quartiers de la commune. Les habitants vivent désormais dans la peur et exigent un renforcement visible de la sécurité, surtout des patrouilles nocturnes et une meilleure présence policière dans les zones les plus vulnérables. »

Les thématiques croisées entre éducation, énergie / environnement, abri, protection ou eau et hygiène montrent que les situations vécues ne se limitent pas à un seul domaine. Un problème d'éclairage peut toucher la protection ; une difficulté d'accès à l'eau propre peut affecter l'environnement autant que la santé.

Au final, la diversité des thèmes exprimés démontre un paysage communautaire en tension : les habitants font face à des défis multiples, souvent entremêlés, mais toujours exprimés avec une volonté claire d'être entendus et pris en compte dans les réponses apportées.

Collecté lors de notre monitoring à Bunia, province d'Ituri, APL-RDC rapporte le message de Elizier XX, 16 ans, élève du quartier Mudzipela : « Quand les casques bleus ont réhabilité une partie de la route et organisé leurs activités pour nous, j'ai senti la joie. Ici, avec la guerre, on voit surtout des armes et des gens qui fuient. Ce jour-là, j'ai joué, j'ai dessiné, et j'ai même reçu des cahiers. Ça m'a rappelé qu'on peut encore penser à l'école malgré tout. Et la route qu'ils ont arrangée aide beaucoup : maintenant, même les motos arrivent jusqu'à notre quartier. J'aimerais vivre dans un endroit où on n'a plus besoin d'être protégé tout le temps, mais pour l'instant, ces actions-là nous permettent vraiment. »

### 3. Âge

30 - 59 ans	108
18 - 29 ans	25
60ans +	8
14 - 17 ans	2
Non reinseigné	1

La grande majorité des retours provient d'adultes âgés de 30 à 59 ans, avec 108 contributions. Cette tranche représente de loin la voix dominante. Ce sont souvent des personnes en pleine activité sociale ou économique, directement confrontées aux services publics, aux dynamiques communautaires et aux difficultés du quotidien. Leur forte présence montre qu'elles se sentent particulièrement concernées par les enjeux soulevés.

Les jeunes adultes de 18 à 29 ans arrivent ensuite avec 25 retours. Même s'ils sont moins nombreux, ils participent activement et expriment leurs attentes, notamment en matière d'opportunités, d'accès aux services ou de conditions de vie.

Les personnes de 60 ans et plus n'ont partagé que 8 retours, et les adolescents de 14 à 17 ans seulement 2. Leur faible représentation peut s'expliquer par un accès plus limité aux outils numériques, un moindre engagement dans les plateformes de feedback, ou simplement un intérêt différent vis-à-vis des thématiques abordées.

Enfin, un seul retour n'indique pas l'âge, ce qui confirme une participation globalement bien documentée.

Dans l'ensemble, ces chiffres montrent que la plateforme est surtout utilisée par des adultes actifs, ceux qui, au quotidien, ressentent le plus directement l'impact des décisions, des services et des actions menées dans leurs communautés.

## 4. Genre

Homme	83
Femme	60
Non renseigné	1

La participation est relativement équilibrée entre les hommes et les femmes. Sur l'ensemble des retours reçus, 83 proviennent d'hommes et 60 de femmes. Même si les hommes représentent une légère majorité, la présence féminine reste forte. Cela montre que le mécanisme de retour d'information est accessible aux deux genres et que les femmes n'hésitent pas à prendre la parole pour exprimer leurs préoccupations, leurs besoins ou leurs avis.

Un seul retour ne mentionne pas le genre, ce qui confirme une bonne précision dans les informations fournies. Cette participation diversifiée renforce la représentativité des données et permet de mieux comprendre les enjeux vécus aussi bien par les hommes que par les femmes dans les différentes communautés.

## 5. Handicap

<b>Déclaration de handicap</b>	
Aucun handicap déclaré	142
Difficulté à marcher ou monter des marches	2

Les retours proviennent presque exclusivement de personnes ne déclarant aucun handicap, avec 142 contributions dans cette catégorie. Seules deux personnes mentionnent une difficulté à marcher ou à monter des marches.

Cette très faible représentation peut avoir plusieurs explications. Il se peut que peu de personnes en situation de handicap aient utilisé la plateforme ce mois-ci. Mais il est également possible que certains utilisateurs hésitent à se déclarer, par peur de stigmatisation ou faute de catégories suffisamment précises dans le formulaire.

Quoi qu'il en soit, cette donnée rappelle l'importance de continuer à promouvoir un accès réellement inclusif aux mécanismes de feedback, afin que chacune et chacun puisse s'exprimer sans barrière.

## 6. Répartition géographique : provinces et territoires

### a) Région/Province

Nord-Kivu	37
Ituri	22
Kinshasa	22
Sud-Kivu	19
Maniema	6
Tanganyika	5
Tshopo	5
Kasai	4
kongo-Central	4
Mai-Ndombe	3
kwango	3
kwilu	2
Haut-Katanga	2
Mongala	2
Sud-Ubangi	2
Kasi-Oriental	2
(Autres régions avec 1 retour chacune)	

### b) District/Territoire

Beni	19
Lubero	13
Kinshasa	12
Aru	10
Nyankunde	9
Uvira	8
Bukavu	6
Manono	4
kananga	4
Kinshasa	4
Mbandaka	3
Kisangani	3
Kabare	3
(Tous les autres = 1 ou 2 retours chacun)	

Les retours collectés ce mois de Novembre couvrent une grande partie du pays, avec une forte concentration dans les provinces de l'Est. La province du Nord-Kivu arrive en tête avec 37 retours. Deux territoires se démarquent particulièrement : Beni, qui totalise 19 retours, et Lubero, avec 13 retours. Cette participation élevée reflète un contexte humanitaire et sécuritaire toujours sensible, où les communautés s'appuient davantage sur les mécanismes de feedback pour signaler les préoccupations du quotidien.

En Ituri, 22 retours ont été enregistrés. Les territoires d'Aru (10 retours) et de Nyankunde (9 retours) concentrent l'essentiel des contributions. Là encore, l'intensité des opérations humanitaires dans ces zones explique l'engagement marqué des habitants, qui utilisent la plateforme pour faire entendre leurs difficultés, mais aussi leurs attentes.

La région de Kishansa présente également 22 retours, répartis entre le district de Kishansa (12 retours) et la ville-province de Kinshasa (4 retours). Ce volume important montre que les mécanismes de redevabilité ne concernent pas uniquement l'Est, mais trouvent aussi un écho dans les zones urbaines et périurbaines.

Au Sud-Kivu, 19 retours ont été enregistrés, notamment dans les territoires d'Uvira (8 retours), Bukavu (6 retours) et Kabare (3 retours). Ces chiffres traduisent la mobilisation des communautés touchées par les défis récurrents liés à la sécurité, aux moyens de subsistance ou aux services sociaux de base. D'autres provinces apparaissent avec des volumes plus modestes : Maniema (6 retours, dont plusieurs venant de Manono), Tanganyika et Tshopo (5 chacun), Kasai et Kongo-Central (4 chacun), ou encore Mai-Ndombe (3). Des provinces comme Kwango, Kwilu, Haut-Katanga, Mongala, Sud-Ubangi ou Kasai-Oriental enregistrent chacune entre 2 et 3 retours. Enfin, une série d'autres territoires n'apparaissent qu'à travers un ou deux retours isolés.

Cette distribution montre une couverture géographique large, mais aussi de fortes disparités entre provinces. Les régions de l'Est plus exposées aux crises et plus habituées aux interventions humanitaires restent les plus actives dans l'utilisation des mécanismes de feedback. À l'inverse, plusieurs provinces enregistrent une participation faible, ce qui peut refléter un accès limité aux outils numériques, une moindre sensibilisation ou un contexte humanitaire moins développé.

- Quand les communautés parlent, le silence devient un risque

Les voix rassemblées dans ce numéro ne sont pas des échos dispersés. Ce sont des cris lucides, portés par des familles, des villages, des quartiers entiers. Elles forment une onde continue, insistante, qui frappe aux portes des institutions. Et leur message tient en trois mots simples et irréfutables : écoutez-nous, regardez-nous, agissez.

Dans un contexte où les crises s'accumulent et s'entrecroisent, les violences persistantes, urgences humanitaires, précarité sociale, instabilité économique, les retours des communautés ne peuvent plus être traités comme de simples indicateurs. Ils constituent un corpus d'alertes structurées, documentées, qui interpellent directement tous les niveaux de décision : local, provincial, national et international.

Aux autorités publiques, les préoccupations massives exprimées dans les feedbacks renvoient à des besoins fondamentaux non satisfaits. Protection, accès aux services, gouvernance locale efficace, transparence dans les interventions : les populations réclament des actes concrets, pas des promesses différées. La crédibilité institutionnelle se joue désormais sur la capacité à répondre à ces urgences.

Aux organisations humanitaires, les demandes d'assistance, ainsi que les plaintes et suggestions, prouvent que les mécanismes d'écoute sont en place, mais insuffisamment opérationnels. Les communautés attendent des réponses plus rapides, des services plus accessibles, des interventions mieux adaptées à leur quotidien. Entre l'écoute et l'action, le fossé reste trop large. Aux acteurs internationaux et partenaires techniques, la répétition des alertes impose une révision stratégique profonde. Les interventions doivent se recentrer sur les zones où la vulnérabilité atteint un seuil critique, éviter la duplication des efforts et intégrer pleinement les dynamiques locales. Les données le montrent : les besoins changent vite, et les réponses doivent suivre ce rythme.

Aux institutions de contrôle, à la société civile et aux médias, revient une responsabilité déterminante : celle de porter la lumière là où les défaillances persistent. Les informations contenues dans ce magazine ne sont pas de simples statistiques ; ce sont des leviers de plaidoyer, des preuves, des armes contre l'indifférence et l'impunité.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'inaction n'est plus une marge d'erreur : c'est une prise de risque collective. Les signaux sont clairs, les faits établis, les voix enregistrées. Chaque jour de retard, chaque silence institutionnel, aggrave la facture humaine et elle est déjà trop lourde.

Avec ce numéro, T-Mag réaffirme son engagement : amplifier les voix des oubliés, transformer chaque retour en interpellation publique et rappeler que derrière chaque feedback, il y a un impératif moral, politique et humain.

Le tambour a parlé.

Il appelle.

Il alerte.

À ceux qui décident d'entendre, maintenant, d'agir.



## **Action for Peace and liberty**

Website: [www.apliberty.org](http://www.apliberty.org)

E-Mail: [aplrdc@gmail.com](mailto:aplrdc@gmail.com)

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU